ISSN 1662 – 4599

8 août 2011
11e année
N° 31

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

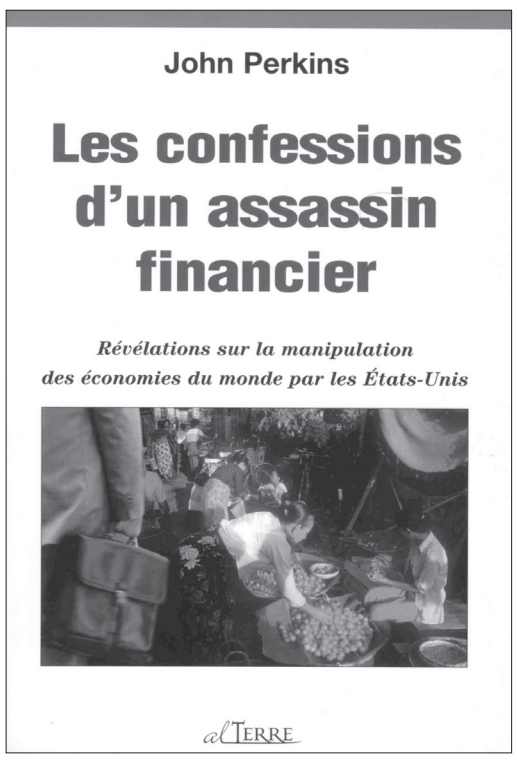
La haute finance américaine asservit systématiquement ses débiteurs aux intérêts de leurs dettes

Une nouvelle forme d'impérialisme

par Eberhard Hamer

Certains aspects des crises de l'euro et de la finance mondiale qui nous paraissent absurdes pourraient obéir à une stratégie:

- Pourquoi les citoyens américains ont-ils dû endosser la responsabilité étatique des spéculations ratées des banques de la haute finance?
- Pourquoi les Etats de l'UE ont-ils dû assumer la responsabilité des pertes des banques spéculatrices?
- Pourquoi la Réserve fédérale (FED), qui appartient à la haute finance, a-t-elle réduit à zéro le taux d'intérêt pour les banques qu'elle possède?
- Pourquoi les banques spéculatrices internationales ont-elles imposé aux pays des crédits dont ils ne peuvent payer les intérêts à des taux normaux et surtout qu'ils ne peuvent pas rembourser?
- Pourquoi *Sarkozy, Trichet, Strauss-Kahn* et *Obama*, qui étaient liés au milieu des «banksters» avant d'entrer en politique, ont-ils forcé les pays sérieux de la zone euro à endosser les dettes des Etats surendettés et transformé l'UE en une union de transfert au mépris de tous les statuts et traités?
- Pourquoi la *Banque centrale européenne* (BCE) a-t-elle, contrairement à ses statuts, racheté plus de crédits pourris pour les Etats endettés (Grèce, Portugal) qu'elle n'a de fonds propres?
- Pourquoi les banques internationales qui ont accordé des crédits pourris aux Etats en faillite ne peuvent-elles pas participer à la garantie de ces crédits?
- Pourquoi, après les superprofits réalisés sur ces produits financiers pourris, on ne peut discuter que de responsabilité et de remboursements socialisés?
- Pourquoi l'industrie financière mondiale et les gouvernements serviles refusent-ils avec une telle obstination de reconnaître l'insolvabilité des Etats débiteurs (Grèce, Portugal, Irlande, etc.) qui existe depuis longtemps?



ISBN 2-89626-001-3

«Le livre passionnant de Perkins, intitulé ‹Les confessions d'un assassin financier› révèle les magouilles de la haute finance américaine et du gouvernement des Etats-Unis qui en dépend. Il apporte des réponses valables également pour la crise financière actuelle: ‹Les assassins financiers sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Ils dirigent d'argent de la Banque mondiale, de l'Agence américaine du développement international (US Agency for International Development – USAID) et d'autres organisations ‹humanitaires› vers les coffres de grandes compagnies et vers les poches de quelques familles richissimes qui contrôlent les ressources naturelles de la planète. Leurs armes principales: les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. Ils jouent un jeu vieux comme le monde, mais qui a atteint des proportions terrifiantes en cette époque de mondialisation.›» (p. XIII)

- Pourquoi les Etats débiteurs surendettés comme la Grèce et le Portugal n'ont pas le droit de se déclarer en faillite et d'assainir leurs finances?

A toutes ces questions, il existe des milliers d'explications politiques et économiques ou des propositions de solutions dont l'inconvénient réside dans le fait qu'elles sont partielles et ne laissent supposer aucune vision d'ensemble et encore moins une stratégie globale. La presse officielle fait en sorte que l'on ne puisse pas évoquer des «théories du complot» contre la haute finance.

Or toutes ces questions ont effectivement un sens quand on voit dans les phénomènes qu'elles révèlent des excès d'un plan stratégique caché. Cela vaut particulièrement pour le fait que la crise de l'endettement de certains pays européens et des Etats-Unis n'est pas résolue à court terme et donc de manière moins douloureuse, mais qu'on la traîne en longueur.

John Perkins est un homme courageux. Il vit toujours, quoique sous une autre identité. Pendant des années, il fut un des plus importants agents de la haute finance américaine et il a décrit les magouilles criminelles organisées par lui-même et ses collègues. Son livre passionnant intitulé «Les confessions d'un assassin financier» révèle les magouilles de la haute finance américaine et du gouvernement des Etats-Unis qui en dépend. Il apporte des réponses valables également pour la crise financière actuelle: «Les assassins financiers sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Ils dirigent d'argent de la *Banque mondiale*, de *l'Agence américaine du développement international* (US Agency for International Development – USAID) et d'autres organisations ‹humanitaires› vers les coffres de grandes compagnies et vers les poches de quelques familles richissimes qui contrôlent les ressources naturelles de la planète. Leurs armes principales: les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. Ils jouent un jeu vieux comme le monde, mais qui a atteint des proportions terrifiantes en cette époque de mondialisation.» (p. XIII)

«C'est ce que les assassins financiers font le mieux: construire un empire global. Ils constituent un groupe d'élite d'hommes et de femmes qui utilisent les organisations financières internationales pour créer les conditions permettant d'assujettir d'autres nations à la corporatocratie formée par nos plus grandes compagnies, notre gouvernement et nos banques. Comme leurs homologues de la Mafia, les assassins financiers accordent des faveurs. Lesquelles? Des prêts pour développer les infrastructures: centrales électriques, autoroutes, ports, aéroports ou zones industrielles. Ces prêts sont octroyés à la condition suivante: ce sont des compagnies d'ingénierie et de construction américaines qui doivent réaliser tous ces projets. On peut donc dire qu'en réalité l'argent ne quitte jamais les Etats-Unis, mais qu'il est simplement transféré des banques de Washington aux compagnies d'ingénierie de New York, de Houston ou San Francisco.

Bien que l'argent retourne presque immédiatement aux compagnies membres de la corporatocratie (le créancier), le pays récipiendaire doit tout rembourser, capital et intérêts. Si l'assassin financier a bien travaillé, les prêts sont si élevés que le débiteur faillit à ses engagements au bout de quelques années. Alors, tout comme la Mafia, nous réclamons notre dû, sous l'une ou l'autre des formes suivantes: le contrôle des votes aux Nations unies, l'installation de bases militaires ou l'accès à de précieuses ressources comme le pétrole ou le canal de Panama. Evidemment, le débiteur nous doit encore l'argent … et voilà dont un autre pays qui s'ajoute à notre empire global.» (p. XX)

Les sommes illimitées nécessaires à ces magouilles, la haute finance américaine les obtient de la FED qui lui appartient. Il suffit de faire fonctionner la planche à billets. Au cours des 35 dernières années, la masse de dollars a été multipliée par 40 (alors que la produc-

Suite page 2

Sommaire

L'Euro s'effondrera — page 2

Après Fukushima … — page 3

Allocution du 1er-Août du conseiller national Jakob Büchler — page 4

L'ordre fédéraliste de la Suisse — page 5

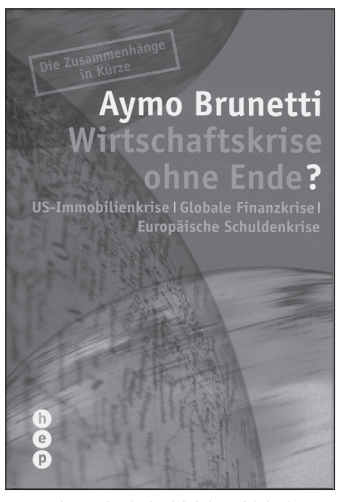
La contribution de la Société suisse d'utilité publique lors de la création de la Fondation Pro Mente Sana — page 6

L'Afrique répond à Sarkozy – Contre le discours de Dakar — page 6-8

Germe de nouvelles crises

Malheureusement, il existe toute une série de facteurs qui nous incitent à être plus prudents dans nos appréciations. Certes, on a pu éviter une seconde Grande Dépression, mais le coût des mesures prises pour lutter contre la crise a été énormément élevé et il contient en germe de nouvelles crises. C'est tout d'abord le coût pour les budgets des Etats. La combinaison des pertes de recettes entraînées par la crise et de l'augmentation massive des dépenses nécessitées par les mesures anticrise ont conduit de nombreux pays au bord de la faillite. La crise de l'endettement européenne n'est que la conséquence la plus manifeste du phénomène. Le fait qu'en mai 2011 les inquiétudes à propos d'une restructuration apparemment inévitable de la dette de la Grèce aient fait la une des journaux montre que cette crise n'est pas encore maîtrisée. Mais la situation financière des Etats-Unis, aussi bien au plan fédéral qu'à celui des Etats, est si inquiétante que c'est là que pourrait apparaître le prochain foyer de crise important. De toute façon, il faudra des années pour que les budgets des Etats se rééquilibrent et que la situation se normalise.

Aymo Brunetti, Wirtschaftskrise ohne Ende?, p. 150sqq.



ISBN 978-3-03905-688-0

thk. L'ouvrage d'Aymo Brunetti intitulé «Wirtschaftskrise ohne Ende?», paru en 2011, vaut la peine d'être lu. Il évoque les tenants et aboutissants de la crise économique et financière actuelle. Pour l'auteur, qui est à la tête de la Direction de la politique économique au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) du Département fédéral de l'économie, professeur titulaire à l'Université de Bâle et professeur honoraire à l'Université de Berne, les conséquences de la crise économique ne sont pas encore surmontées et il est urgent de prendre des mesures. Il montre, dans une langue aisément compréhensible et de manière objective, comment la crise globale est née, comment les gouvernements et les banques centrales ont réagi et comment l'Union monétaire européenne a été ébranlée. Son ouvrage permet de se faire rapidement une idée des tenants et aboutissants complexes de la crise actuelle.

L'Euro s'effondrera

Car c'est toujours ainsi que cela se passe quand les Etats s'endettent démesurément et que les banques centrales leur accordent des crédits, telle est la mise en garde des experts face à la crise de la Grèce

par Stefan Homburg

L'Euro n'a pas d'avenir. Ce constat peut sembler provocateur. Il s'impose cependant si on se rappelle l'histoire.

En 1914, l'Allemagne était fière de son mark à couverture or. Cette monnaie avait existé depuis 1876 et était restée stable pendant des décennies. Par les lois de guerre de 1914, le Reich eut accès au crédit de la banque d'émission et ce fut le début de l'effondrement du mark finalement imprimé en billets de 100 billions chacun.

En 1924, avec l'introduction du Reichsmark, l'Allemagne a fait un nouvel effort pour arriver à une monnaie stable. Sur la base des expériences faites avec l'hyperinflation, la loi sur les banques a garanti l'indépendance de la Reichsbank. A partir de 1933 cependant, cette indépendance a été peu à peu minée et après 1939 la Reichsbank était soumise aux ordres du «Führer et du chancelier du Reich», lequel s'est servi de ses attributions pour le financement dit silencieux de la guerre. A la fin de ce jeu astucieux, au cours duquel entre autre le fameux «Mefowechsel» a joué un rôle (les bons MEFO, pour Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH, utilisés pour financer les dépenses de réarmement), est venu la réforme monétaire de 1948. Avec cette réforme, les épargnes privées ont été diminuées d'un dixième. Les dettes privées par contre ont été pleinement maintenues.

Lorsqu'on compare le présent avec les années 1914 et 1933, c'est-à-dire les années de mise en danger de la stabilité monétaire par le choix d'une mauvaise voie, le résultat est foudroyant: La Banque centrale européenne a racheté à grande échelle des emprunts d'Etats insolvables, donc elle a donné des crédits de Banque d'émission, en plus elle a accepté des emprunts défectueux comme sécurité et avec «Target2» elle a érigé un système gigantesque de crédits-fantômes.

Alors que les national-socialistes ont au moins encore changé la loi lorsqu'ils ont supprimé l'indépendance de la banque d'émission, nous observons actuellement, jour après jour, des infractions au droit incroyables: la Banque d'émission européenne achète des emprunts d'Etat, bien que le Traité de Lisbonne le lui interdise; les Etats-membres ignorent les limites d'endettement fixés dans le traité et par ensemble avec les Etats membres, la Commission enfreint l'interdiction formelle d'assister des Etats insolvables.

Dans un livre actuel, les scientifiques *Carmen Reinhart* et *Kenneth Rogoff* décrivent des centaines de faillites d'Etats et de réformes monétaires, dont le déroulement se fait toujours de façon insidieuse parce que les gouvernements réussissent toujours à maintenir l'illusion de la stabilité monétaire auprès des citoyens. D'où le titre ironique du livre «Dieses Mal ist alles anders» (Cette fois-ci tout est différent).

Au fait, cette fois-ci ce sera exactement la même chose, comme chaque fois qu'on met de côté les règles de la stabilité, que les Etats s'endettent outre mesure, et que les Banques d'émission accordent docilement des crédits d'Etat: à la fin, c'est de nouveau la faillite de l'Etat et la réforme monétaire. L'Allemagne, qui arrose tout le monde d'aide financière, n'est pas du tout en dehors mais au contraire en plein dedans.

Probablement, déjà la prochaine récession ou la prochaine phase de taux d'intérêts élevés amèneront l'effondrement de tout ce château de cartes de l'Euro, et l'on exigera comme dernier «acte de solidarité» une réforme monétaire dans toute l'Europe.

Du point de vue de l'économie nationale, une sortie de l'Allemagne de la zone Euro serait sans doute la meilleure solution. Techniquement et économiquement, la sortie de l'Euro n'est pas plus difficile que l'entrée qui s'est déroulée sans problèmes il y a quelques années. Mais que signifie le bien commun en comparaison du bien-être des banques qui, par l'achat d'emprunts d'Etat problématiques, encaissent sans risque des primes de risque élevées? Il y a le danger d'un changement insidieux de notre système politique, où l'on verra au premier plan quelques acteurs élus jouer la pièce «démocratie», pendant que l'industrie des finances à l'arrière-plan tire les ficelles. On peut penser réellement que la politique s'accrochera à l'Euro tant que cela sera possible.

L'effondrement de l'Euro entrera dans l'histoire seulement comme une parmi de nombreuses réformes monétaires, et nos descendants se demanderont comment nous avons pu être aussi bêtes.

Celui qui s'intéresse à la politique devrait demander à ses députés ce qu'ils pensent voter lors de la prochaine infraction au droit. •

Source: *Hamburger Abendblatt* du 22/6/11
(Traduction *Horizons et débats*)

«La haute finance américaine …»
suite de la page 1

tion de biens n'a que quadruplé). Cet argent est le pouvoir permettant à la haute finance des Etats-Unis de dominer le monde, de s'assurer ses services et d'asservir ses débiteurs.

Perkins décrit comment, à l'aide de rapports d'expertise falsifiés, on impose des crédits démesurés aux pays, comment, par la corruption et la menace, on pousse les gouvernements à les solliciter. Ceux qui se montrent trop récalcitrants sont alors victimes d'«accidents», comme les présidents *Torrijos* (Panama) et *Roldos* (Equateur), ou réduits au «suicide», comme *Allende* (Chili), etc.

De même que, selon S. Rothschild, «qui a l'argent domine le monde», qui possède la FED dispose d'une machine produisant des quantités illimitées d'argent permettant de dominer le monde.

Cette nouvelle forme de domination mondiale consiste non pas à soumettre les peuples militairement mais à mettre à leur disposition des crédits démesurés pour les asservir ensuite financièrement au moyen des intérêts («asservissement aux intérêts»).

On retrouve le même principe dans la crise de l'euro:

La Grèce était déjà en faillite lorsqu'elle a été attirée dans l'UE grâce à des notes surévaluées et à des bilans falsifiés de Goldmann-Sachs. Dans cette nouvelle structure, les banques internationales ont accordé sans retenue des crédits jusqu'au moment où le pays fut non seulement surendetté mais insolvable.

Au lieu de permettre à la Grèce de se déclarer en faillite et ensuite d'assainir ses finances, les banques internationales – comme si c'était la seule solution possible – ont exigé et obtenu des autres pays de la zone euro un «plan de sauvetage» prétendument en faveur de la Grèce mais en réalité en faveur des dettes des banques, de sorte que celles-ci n'ont plus eu comme débitrice la Grèce uniquement mais que ses dettes sont devenues celles de tous les pays de l'UE et que cette dernière est devenue, par le *Mécanisme européen de stabilité*, une union de transfert.

Non seulement pour les pays de l'UE mais également pour les banques internationales, le plan de sauvetage était un moyen de se débarrasser de la totalité de leurs produits financiers pourris en les refilant aux divers pays et donc à la collectivité. Ils représentent une telle somme – 6000 milliards d'euros – que non seulement les pays débiteurs mais les pays sérieux ayant accepté de participer à la responsabilité solidaire ne pourront jamais s'en sortir et tomberont définitivement dans la servitude de la haute finance américaine. En Europe, au cours des 50 prochaines années, on travaillera donc moins pour la prospérité intérieure que pour payer les intérêts des crédits accordés par la haute finance.

Quand on a lu John Perkins, on comprend aussi pourquoi il fallait présenter l'endettement de l'Allemagne vis-à-vis de banques et de pays étrangers comme la seule solution possible. Il ne s'agissait pas de l'euro, pas même de l'Europe, mais de sauvegarder les crédits de la haute finance et d'éviter qu'en cas d'effondrement d'un pays ces crédits, et donc l'asservissement aux intérêts, ne disparaissent.

C'est pourquoi il ne doit pas y avoir de «participation privée» à ces dettes, c'est pourquoi les banques coupables ne doivent pas être mises à contribution pour désendetter les Etats – par exemple en rééchelonnant leur dette. Les dettes ne doivent plus être le problème des créanciers mais uniquement de l'Etat créancier et des Etats de la zone euro qui lui sont liés en responsabilité solidaire, en particulier l'Allemagne.

La domination mondiale de la haute finance au moyen de dollars émis sans retenue, de crédits et d'intérêts est une nouvelle forme d'impérialisme fondé non plus sur les baïonnettes mais sur les dettes.

L'endettement du monde envers la haute finance a en outre l'avantage qu'il survivra à la probable dévaluation prochaine du dollar par rapport aux autres monnaies, qu'il restera même relativement identique. Le système est construit de manière si subtile que les citoyens et les pays croient que cela est dans leur intérêt ou dans l'intérêt de la «solidarité européenne» alors qu'en réalité, seul l'impérialisme financier en profite.

Cependant si les pays endettés, comme l'Argentine il y a quelques années, dévaluaient leur monnaie et cessaient de payer les intérêts, la haute finance aurait de très gros problèmes parce qu'à l'époque, leurs troupes mondiales d'intervention telles que le FMI, la Banque mondiale, le Fonds monétaire européen, etc. n'ont rien pu faire. L'Argentine s'est imposée et a même assaini ses finances. La haute finance doit donc tout mettre en œuvre pour que de tels phénomènes ne se reproduisent pas, par exemple en Grèce, afin que leur édifice ne commence pas à s'écrouler. Mais elle a des auxiliaires complaisants au «Bureau politique» de Bruxelles, à la Banque centrale européenne, au FMI, etc. qui s'efforcent, au moyen du MSE, de faire durer l'endettement le plus longtemps possible.

Or il apparaît que pour la politique d'asservissement menée par la haute finance, il est judicieux de prolonger indéfiniment le problème plutôt que de le résoudre douloureusement mais rapidement parce que l'union de transfert et notamment la question de la reprise des dettes par l'Allemagne doivent encore être réglées définitivement avant qu'on trouve une autre solution. •

(Traduction *Horizons et débats*)

L'ancien ministre-président Erwin Teufel concernant l'UE: «Les chefs d'Etat brisent le droit»

hd. Dans une interview avec la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* du 31 juillet, l'ancien ministre-président du Bade-Wurtemberg, *Erwin Teufel,* a pris position d'une manière très critique concernant les projets des chefs d'Etat et de gouvernement concernant l'euro. Teufel, selon le journal, «voit ébranlée la confiance dans les chefs d'Etat et de gouvernement européens, parce qu'ils ne se tiennent plus, eux-mêmes, au droit et à la loi». Teufel: «La confiance dans les chefs d'Etat agissants en Europe est perdue. Si les chefs d'Etat et les chefs de gouvernement balaient en une seule nuit des critères de stabilité essentiels, fixés dans des contrats, et donc droit applicable, la confiance se perd. On attend du citoyen qu'il se tienne aux normes, au droit et à la loi […] – et les chefs d'Etat et de gouvernement ne le font pas.»

Courrier des lecteurs

Franc Suisse trop fort: une solution opportune?

Pour faire baisser la force de notre franc Suisse, il serait possible de déplacer ou affecter 25% à 35% de l'or de la BNS dans le fonds AVS, ce qui équivaudrait à faire baisser d'autant la réserve or de la Suisse.

Le résultat en serait une baisse certaine de la valeur du franc suisse sur les marchés mondiaux, d'où un renforcement de l'industrie d'exportation et du tourisme, ainsi que (et surtout!) la mise en sécurité du système AVS, donc tout le peuple Suisse dépend.

En effet, si la Suisse ne fait rien, (ou si elle utilise les mesures inefficaces que sont la vente de son or sur le marché international ou l'achat de monnaies étrangères) elle «perdra» à moyen terme ces 25% à 30% de valeur monétaire. De plus, comme cette perte immanquable n'aura pas profité à l'économie suisse, le manque d'activité et de production dans cette même économie viendra plus tard ajouter une nouvelle perte.

Un transfert d'or BNS–AVS permettrait également de donner un signe fort de volonté de l'Etat de s'occuper de son peuple: une véritable action d'équité envers tous les suisses, qui pourrait même servir d'exemple pour d'autres économies à la recherche d'une stabilisation de la crise.

Il faut également savoir que la classe âgée de notre population est aussi celle qui dépense le plus dans notre pays, donc qui soutient fortement notre économie. Déplacer de la richesse intérieure pour la retirer de spirale de la crise financière dans le but de s'en protéger n'est qu'une question de bon sens.

Robert Guénat et
Claude Dalla Palma, Vevey

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Après Fukushima ...

Faut-il continuer temporairement l'exploitation des centrales nucléaires sans poser de conditions?

par H. W. Gabriel, ingénieur, Allemagne

Dans les centrales nucléaires d'Harrisburg, de Tchernobyl et dans quatre réacteurs de Fukushima, différentes causes d'accident ont, contrairement à ce qu'on supposait, mis totalement en échec les dispositifs destinés à empêcher la radioactivité de s'échapper. De grandes quantités de radioactivité produite dans le cœur des réacteurs ont été libérées dans l'environnement habité.

Les organismes officiels de promotion de l'énergie nucléaire fournissent toujours des chiffres différents de ceux des institutions indépendantes de l'économie en ce qui concerne la quantité de radioactivité libérée, le nombre de morts et les dégâts matériels.

- Pour Tchernobyl, les nombres de morts varient entre 90 000 et 980 000.
- Quant à la radioactivité, une chose au moins est claire: A Harrisburg et à Tchernobyl, un cœur de réacteur a été détruit et à Fukushima trois cœurs ainsi qu'un bassin de stockage ont été détruits presque en même temps. A Harrisburg, l'enceinte de confinement est restée partiellement intacte, ce qui n'est pas le cas des autres installations.
- Les dégâts matériels autour de Tchernobyl sont évalués à 800 milliards d'euros. A Fukushima, on peut s'attendre à un multiple de cette somme. (Les conséquences d'un grave accident de réacteur en Allemagne ont déjà été décrites à plusieurs reprises il y a des années déjà, notamment par le «Spiegel»).

Sous la pression d'une majorité de citoyens, les politiques allemands ont réagi à la situation actuelle en décidant de sortir du nucléaire d'ici 10 ans et de mettre hors service immédiatement 8 des 17 centrales. Quelques semaines avant, il s'agissait de prolonger l'activité des installations de 8 à 14 ans (comme l'a prévu le Japon).

La manière irrationnelle et inconditionnelle dont les politiques, les administrations, la justice et les commissions qui leur sont soumises envisagent la sécurité nucléaire est une cause essentielle de la mauvaise évaluation de technologies dépassées et dangereuses.

Il s'agit d'examiner de près les conditions d'une exploitation des centrales nucléaires prolongée de dix ans. Une prolongation de 10 ans dans le troisième tiers de la durée de vie habituelle de 30 ans est importante au point de vue de la fiabilité du matériel et donc de la sécurité. En outre, cela représente deux législatures au cours de laquelle les parlementaires actuels et les décideurs peuvent facilement se soustraire à leurs responsabilités.

Condition nº 1

La structure de la surveillance nucléaire doit être légale et efficace.

La *loi allemande sur l'énergie nucléaire* et les ordonnances qui s'y rapportent ne sont pas conformes aux principes d'essentialité et de définition. Les mesures destinées à protéger la vie ont toutes été reléguées au niveau des directives administratives et des règlements qui n'ont pas force contraignante.

Aussi les questions suivantes sont-elles négociées en dehors du Parlement:

– Qu'appelle-t-on «accident maximal prévisible»?
– Contre quelles intensités sismiques doit-on prendre des mesures?
– Peut-on renoncer à la protection contre les crashs d'avions, les attaques militaires, et à fixer des temps d'évacuation?

Ce sont les autorités de surveillance nucléaire qui décident des risques vitaux que les citoyens doivent supporter et du coût des mesures de protection.

Il faut organiser au cours des dix prochaines années un contrôle parlementaire efficace sur l'autorité de surveillance nucléaire!

Condition nº 2

Il faut adopter une nouvelle réglementation de la couverture des dommages causés par les accidents nucléaires.

Les effets d'un accident nucléaire sur la santé, la vie, l'environnement et l'économie ont une ampleur telle qu'ils ne peuvent être couverts par aucune assurance responsabilité civile privée. Lors de catastrophes précédentes, on a imposé les frais aux contribuables sans les consulter. Cependant les profits des centrales reviennent aux sociétés qui les exploitent (surtout des Sarl et des SA) dont le capital ne suffit de loin pas à couvrir les dommages.

Comme dans la situation financière actuelle, l'Etat n'a pas les moyens de dédommager les victimes, il faut tirer au clair la question de savoir dans quelles réserves on va puiser en cas de besoin. En outre, quand les profits des sociétés exploitant les centrales doivent-ils revenir aux contribuables?

Va-t-on pendant dix ans encore mettre en danger et tromper les citoyens?

Sur les 440 centrales en activité dans le monde, on a appris la destruction de 7 cœurs de réacteur.

La probabilité de ce genre d'accident se situe donc autour de 0,015 durant la durée d'exploitation.

On peut évaluer la prime d'assurance annuelle nécessaire à 400 millions d'euros.

Condition nº 3

Réduction de la radioactivité et de la toxicité du cœur de réacteur

La toxicité d'un système détermine pour une part importante l'ampleur des dommages.

En réduisant la puissance, on réduit d'autant la radioactivité produite.

On obtient le même effet en renouvelant plus souvent le combustible et en renonçant à utiliser le combustible Mox fabriqué à partir de plutonium, qui est très toxique.

On peut ainsi réduire la radioactivité et la toxicité d'un facteur 3 environ.

Condition nº 4

Il faut augmenter les facteurs de sécurité destinés à empêcher la défaillance des barrières dressées contre la libération de radioactivité. Voici quelques exemples:

En réduisant la densité de puissance du combustible, on augmente la sécurité en matière de défaillance du tube de gainage ou de fusion du cœur. Le temps qui s'écoule jusqu'à la libération de la radioactivité augmente, ce qui facilite les mesures internes et l'évacuation externe.

La paroi du récipient à pression est fragilisée par les neutrons rapides. Il faut déterminer pour chaque centrale les limites temporelles de la rupture fragile.

Il faut étudier les chocs thermiques du récipient à pression dus à la pénétration d'eau froide. De l'eau froide des réservoirs situés au-dessus peut-elle atteindre le récipient à pression dont la température est de 270–300° C (défaillance de l'écluse du bassin)?

Equiper l'enceinte de confinement d'un système d'aération à travers un filtre à sable peut réduire la pression («vented containment»). Le rinçage permet de réduire la formation de gaz détonant et donc la probabilité de défaillance de l'enceinte.

Les institutions scientifiques indépendantes devraient étudier ces mesures de sécurité, parmi d'autres, afin d'assumer leur part de responsabilité à l'égard des générations futures.

Les parlementaires feraient bien de ne pas se contenter de justifier l'utilisation de l'énergie nucléaire (de technologie actuelle) au cours des 10 prochaines années par de belles paroles. Ils devraient prendre des mesures concrètes de sécurité et assumer leurs responsabilités. •

(Traduction *Horizons et débats)*

L'énergie solaire et ses pionniers suisses

par Reto Wüthrich

Sur le marché mondial du solaire, deux Suisses font fureur: L'un c'est Markus Gisler. Lorsqu'il avait 12 ans, il a fondé «Megasol». C'était en 1993. Aujourd'hui, cette entreprise est l'une de celles qui croissent le plus vite dans cette filière. L'autre c'est Thomas Hindelring. Il était déjà un peu plus âgé quand il a eu l'idée des «îles solaires» (Solar Islands). Lui, aussi, est un pionnier.

Le murmure qui s'est répandu à travers la branche énergétique, était si fort que même le grand public s'en est aperçu. *Megasol*, une entreprise avec siège à Aarwangen (BE), a offert à la *BKW FMB Energie SA* un deal très rusé: *Megasol* équiperait, sur commande de l'entreprise bernoise en fourniture d'énergie, 16 000 toits de maisons avec des panels solaires. De cette manière, celle-ci pourrait renoncer à la construction planifiée de la centrale nucléaire de Mühleberg II. Le projet coûterait 13 milliards de francs suisses – c'est environ le montant qu'exigerait la construction, l'opération et le recyclage des déchets d'une centrale nucléaire.

Suite à Fukushima et à la décision de principe du Conseil fédéral de renoncer à la construction de nouvelles centrales nucléaires, le plan rusé de *Megasol* n'est plus de mise. Mais le coup s'est quand même révélé habile. Car actuellement, *Megasol* est connu en tant que fournisseur de produits énergie solaire à des milieux populaires plus larges encore. C'est certainement favorable aux affaires.

Fondée à l'âge de 12 ans

Cependant *Megasol* est une entreprise bien connue sur le marché du solaire. Le fournisseur de systèmes solaires en îlots, de centrales solaires en réseau, d'applications industrielles et OEM, ainsi que de nombreux autres produits solaires allant des électrificateurs pour clôtures de pâturages aux lanternes solaires portables en passant par les lampadaires, fait à présent partie des entreprises solaires suisses qui grandissent le plus vite. Une des raisons pour ce succès pourrait être que cette entreprise compte parmi les pionniers de la filière. *Megasol* a été fondé en 1993 déjà. Le clou: Le fondateur *Markus Gisler* n'avait à l'époque qu'à peine 12 ans. «J'étais simplement très convaincu que l'énergie solaire était la source d'énergie de l'avenir», déclare Gisler qui a commencé à faire des expériences avec les dispositifs photovoltaïques à l'âge de huit ans et qui en a été fasciné et enthousiasmé.

Ses parents approuvaient ce que leur fiston faisait, mais ils ne voulaient quand même pas qu'il exagère. Les professeurs de lycée étaient eux aussi bien indulgents. «C'était à cause de mes affaires que je n'ai pas toujours pu suivre les cours, et lorsque j'y étais, mes réflexions n'avaient pas toujours affaire à la matière scolaire traitée», raconte Gisler en souriant. Plus tard, il a étudié la microtechnique à l'EPUL (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne). Mais il n'a jamais travaillé pour une autre entreprise que *Megasol*.

Plein d'entrain

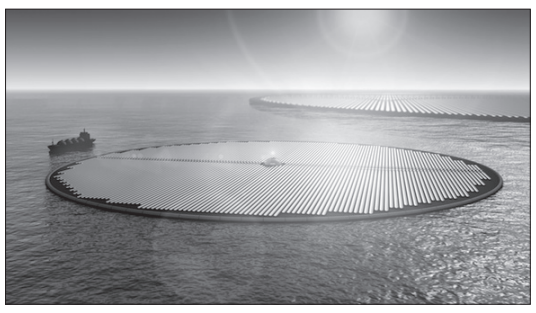
Aujourd'hui, il y a environ 40 personnes qui travaillent pour *Megasol*. Parmi les clients les plus connus comptent l'ancien conseiller fédéral *Moritz Leuenberger* qui a acheté une lanterne solaire pour son jardin, auprès de la PME d'Aarwangen, ou *Sarah Obama,* la grand-mère du président des Etats-Unis. Actuellement, *Megasol* livre ses produits dans une vingtaine de pays. La plupart de ces produits sont des développements qu'ils ont réalisés eux-mêmes. «Nous analysons avec soin les désirs de nos clients et clientes, puis nous développons des produits innovateurs qui correspondent à ces désirs», déclare Gisler pour illustrer une des raisons du succès de son entreprise. L'assortiment est complété par des gadgets achetés à l'extérieur. «Mais dans tous les domaines nous ne vendons que les objets les plus efficaces et les plus fiables».

Outre le siège principal d'Aarwangen, il y a des succursales en Italie, en Allemagne, en France, à Hong Kong, en Europe de l'Est et en Amérique du Sud. Le chef lui-même a actuellement 30 ans et est toujours plein d'entrain. «Les cinq à dix prochaines années, nous voulons avant tout nous épandre massivement dans le domaine de l'intégration du solaire dans les bâtiments». «Pour nous, il va de soi que les toits ne sont pas là que pour retenir la pluie et pour faire bonne façon, il faut qu'ils produisent en même temps le courant pour le ménage et pour recharger la voiture.»

Prêt à partir pour les îles

Dans ce point Gisler a quelque chose en commun avec *Thomas Hinderling*. Celui-ci est, certes, déjà à l'âge de la retraite, mais tout aussi actif et plein d'esprit pionnier. Hinderling a d'abord fait des études de physique nucléaire, puis il a travaillé pour l'agence spatiale américaine NASA dans le domaine de la scanographie. De 1997 à 2009, il était directeur du *Centre suisse d'électronique et de microtechnique* de Neuchâtel. Il y quelques mois, il a fondé *Nolaris*. Une entreprise qui a reçu, entre autre, le prix de la durabilité, le «Prix Evenir» pour ses «îles solaires» («Solar Islands») qui devront lui permettre de réussir sur le marché.

C'est un projet qui ouvre des perspectives entièrement nouvelles pour l'énergie solaire. Des îles artificielles flottant dans la mer sont équipées sur de grandes surfaces de capteurs solaires. Ces plates-formes peuvent mesurer jusqu'à cinq kilomètres de diamètre et produire la même quantité d'énergie qu'une centrale nucléaire de moindre ampleur. Le principe semble sensationnel: Une membrane robuste en plastique est tendue sur un anneau en acier de plusieurs kilomètres de diamètre. Elle repose sur un coussin d'air qui est produit par une légère surpression. Sur cette membrane on fixe des miroirs d'une très forte réflexion. L'île entière bouge grâce à des moteurs hydrodynamiques et s'oriente toujours d'après le soleil – tout comme les tournesols. Ainsi, les réflexions des miroirs sont focalisées sur un tube qui se trouve au-dessus d'eux. Les rayons focalisés de manière optimale réchauffent les tubes contenant de l'eau. La chaleur des rayons du soleil fait évaporer cette eau. La vapeur est conduite vers des turbines qui font travailler, sur la terre ferme, des générateurs qui produisent de cette façon de l'énergie électrique.



«C'est un projet qui ouvre des perspectives entièrement nouvelles pour l'énergie solaire. Des îles artificielles flottant dans la mer sont équipées sur de grandes surfaces de capteurs solaires.» (photo mad)

«Puis je m'attends à une explosion!»

Le premier prototype d'une telle île solaire se trouve dans le désert de Ras al Khaimah aux Emirats arabes unis et a été mis en service en été 2009. «Tout a fonctionné à merveille. Nous y apporterons quelques petites modifications, c'est tout», se réjouit Thomas Hinderling qui est en pleines négociations pour réaliser de nouvelles îles solaires. Les négotiations se déroulent très souvent de manière confidentielle. Hinderling cependant confirme des planifications concrètes pour des installations destinées à la Suisse et à l'Arabie saoudite. «J'espère que ces îles solaires seront mises en service avant tout dans des grandes installations solaires entre les tropiques.»

Que faut-il encore pour que les îles solaires puissent faire leur grande percée? Hindelring répond: «Deux à trois îles pleinement fonctionnelles – puis je m'attends à l'explosion!» Là, il parle bien entendu des affaires … •

Source: *Eco-Life,* Schweizer Magazin für Nachhaltigkeit, nº 3/11
www.eco-life.ch/Fokus/Energie.aspx?aid=576

(Traduction *Horizons et débats)*

«Nous devons préserver la liberté, l'indépendance, la neutralité, le respect mutuel et la responsabilité individuelle»

Allocution du 1er-Août du conseiller national Jakob Büchler, prononcée à Schänis (SG)

Jakob Büchler (photo thk)

Le jour de la Fête nationale, on se souvient des valeurs essentielles que la Suisse connaît depuis des siècles. Nous devons préserver la liberté, l'indépendance, la neutralité, le respect mutuel et la responsabilité individuelle. Dans une société ouverte, différentes idées et conceptions du monde s'opposent. La voie que nous avons choisie, la démocratie directe, a fait ses preuves. Elle est inscrite dans notre Constitution fédérale et reste valable pour l'avenir.

Il y a 720 ans que les trois premiers Confédérés se réunissaient sur le Grütli: *Walter Fürst*, d'Uri, *Werner Stauffacher* de Schwyz et *Arnold de Melchtal* d'Unterwald.

Les avez-vous déjà rencontrés, ces trois vaillants héros nationaux? Non? Moi oui, dans le hall de la coupole du Palais fédéral, à Berne. Ils pèsent chacun 8 tonnes. Ce sont donc des poids lourds de la politique. Ils sont gardés par quatre lansquenets qui symbolisent les 4 régions linguistiques. Il existe en Suisse 63,7 % d'Alémaniques. 20,4 % parlent français, 6,5 % italien et 0,9 % rhéto-roman. Restent 9 % qui parlent d'autres langues. Ils sont de plus en plus nombreux.

Pourquoi est-ce que je vous dis cela?
Parce que la recette de réussite de notre pays est la diversité dans l'unité.

Notre liberté est inestimable, bien que l'on prétende souvent que dans notre pays elle n'est plus ce qu'elle était.

C'est peut-être juste dans certains cas mais quand nous nous comparons à d'autres pays, nous constatons que notre liberté est encore intacte. A ce sujet, je voudrais dire deux choses:

Il n'y a pas de liberté sans sécurité.
Il n'y a pas non plus de sécurité sans liberté.

> *Sans sécurité, l'homme ne peut ni développer ses forces ni jouir de leurs fruits, car sans sécurité, il n'y a pas de liberté.*
>
> *Wilhelm von Humboldt (1767–1835)*

Selon un sondage, le peuple suisse se sent en sécurité. C'est réjouissant. Il n'y a plus eu de guerre en Suisse depuis 160 ans. Dieu merci!

Mais ce n'est pas une raison pour se croiser les bras et croire que la paix sera éternelle. Les choses peuvent changer subitement.

«Le jour de la Fête nationale, on se souvient des valeurs essentielles que la Suisse connaît depuis des siècles.» (photo thk)

Qu'est-ce que la sécurité?

La sécurité a plusieurs aspects:

Ce peut être la sécurité de l'emploi. Elle est encore bien assurée.

Il y a aussi la sécurité de la protection sociale. L'AVS est particulièrement importante pour les personnes âgées.

Il y a également la sécurité des rues pendant la nuit. Elle est avant tout importante pour les femmes.

Les nouveaux dangers sont les suivants:

- L'endettement des Etats européens: Le gouvernement et le Parlement grecs veulent faire des économies mais le peuple n'est pas d'accord.
- Les plans de sauvetage ne s'attaquent qu'aux symptômes mais ne modifient pas la stratégie. D'autres Etats - l'Italie, le Portugal, l'Espagne - ont été pris dans le tourbillon de la crise de l'endettement.
- «L'euro est un échec» pouvait-on lire récemment dans un journal suisse.

Vous allez me demander ce que cela a à voir avec nous autres Suisses. Beaucoup de choses. Le franc suisse devient de plus en plus fort parce qu'il est considéré comme une monnaie sûre. Si nous sommes dans cette situation, ce n'est pas parce qu'il serait bien meilleur, mais parce que les autres monnaies sont devenues faibles. Pour beaucoup d'investisseurs, le franc suisse représente un refuge sûr.

Le franc fort représente un risque pour notre conjoncture. Certes, les carnets de commande de nos entreprises sont encore pleins mais leurs marges se réduisent, surtout dans l'économie d'exportation. Certaines grandes entreprises se demandent si elles ne vont pas délocaliser leur siège à l'étranger, quand elles n'y sont pas déjà.

Qui aurait pensé que la plus grande nation du monde, les Etats-Unis, pourrait un jour être insolvable? Et cela à un moment où la Chine et l'Inde sont en plein essor. Les fiers Etats-Unis qui pendant des décennies ont joué les gendarmes du monde! […]

La globalisation

La notion de globalisation est le fil conducteur de notre époque mais sa mise en œuvre n'est pas si facile.

Aujourd'hui, la *coopération économique* entre les différents Etats est indispensable, et c'est bien ainsi. Il faut la poursuivre.

La *collaboration politique* est autre chose. On ne peut pas la comparer avec la coopération économique.

Cela vaut également pour la politique financière et pour la politique de sécurité. L'euro rencontre des problèmes et le dollar ne se porte pas mieux.

Les Etats membres de l'OTAN ne sont pas d'accord entre eux. C'est ce qu'a montré l'engagement en Libye.

Chaque pays a ses priorités et sa population, ses particularités topographiques et climatiques, etc.

Il n'est pas possible de faire des Européens de tous les peuples d'Europe. Un Français restera toujours un Français, un Italien un Italien, un Grec un Grec.

Examinons ce qui se passe dans le sport. La Coupe du Monde de football: chacun voudrait occuper la première place. Toute la population du pays champion participe à la fête. En cas de défaite, le peuple tout entier cherche les causes.

En ce qui concerne les sports d'hiver, personne ne dit: «Un Européen a gagné la course du Lauberhorn.» C'est un Suisse, ou un Autrichien.

Dans sa diversité, la Suisse est organisée de la même manière. *Pour nous tous, l'appartenance à un canton est importante.* […]

L'appartenance à une commune est également importante.

Chacun a une origine et il y tient. Il en a toujours été ainsi, c'est dans nos gènes.

Dans les petites comme dans les grandes choses, l'homme est finalement attaché à ce qui lui est proche et on ne peut pas facilement le faire entrer dans des schémas. C'est valable dans la famille, dans le couple, dans la profession, dans la société, dans tous les pays. C'est aussi un peu de liberté qui appartient à chacun, à quoi on ne renonce pas facilement.

Conclusions

1. Nous devons tous être reconnaissants de vivre dans un pays où l'on jouit de la paix et de l'ordre grâce aux principes de l'Etat de droit.
2. Il nous faut veiller à l'endettement de notre pays. Les exemples des Etats voisins montrent ce qui peut arriver.
3. Nous devons nous préoccuper de notre protection sociale. Il faut sauvegarder l'AVS et l'AI afin qu'elles existent encore dans 10, 20, 30, 50 ans.
4. Notre économie doit conserver sa place. La compétitivité internationale doit être maintenue, la paix sociale également.
5. En ce qui concerne la politique énergétique, un approvisionnement énergétique sans faille doit pouvoir être possible. Les nouvelles technologies sont absolument nécessaires et il convient de les promouvoir.
6. L'agriculture suisse doit continuer d'assurer l'approvisionnement alimentaire du pays au cours des prochaines décennies.

Nous devons maîtriser l'avenir sur la voie efficace de la démocratie directe. Je suis persuadé que nous y parviendrons. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Appel pour le 720e anniversaire de notre Suisse

De nos jours, alors que nos autorités sont prêtes
à lâcher morceau par morceau notre souveraineté,
nous désirons commémorer ceux qui ont
combattu pour notre liberté et notre indépendance
et qui nous ont confié ces valeurs irremplaçables
pour les transmettre aux générations futures.

Que Dieu nous en donne le courage et la force.

Le défi

Que le «Guillaume Tell» de Schiller soit une vérité historique
où un mythe est secondaire,
tout au long des siècles, «Tell» reste le défi
de se confronter à la malice des temps.

«Tell» est l'épine dans la chair des opportunistes,
qui «cherchent la bienveillance des princes
et veulent se joindre aux puissants».

Des opportunistes qui «cherchent la bienveillance des princes»
il y en a eu de tout temps.
De nos jours précisément, ils réapparaissent de plus en plus souvent
sous des déguisements multiples.
«Tell», lui, vit au sein du peuple,
tandis qu'à la Berne fédérale, les «Rudenz»*, les opportunistes,
s'activent à brader la liberté et l'indépendance.

Rudolf Burger

Source: Mediawatch nº 178/juin 2011, feuille d'information de la «Vereinigung Medienpanoptikum» (Traduction Horizons et débats)

**La figure d'Ulrich von Rudenz est illustrée dans le «Guillaume Tell» de Schiller, en tant que seigneurie fortunée d'Unterwald et d'Uri au XIIIe siècle, ndlr.*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Mesdames et Messieurs les représentants du peuple, quelle est votre position à l'égard des valeurs fondamentales de notre pays?»

Les candidats aux Chambres doivent s'engager vis-à-vis des électeurs

par Marianne Wüthrich

Dans le dos des cantons et de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) s'est arrogé le droit de commander une étude visant à imposer à l'école obligatoire, et même à l'école enfantine dans tout le pays des cours d'éducation sexuelle aux contenus ahurissants. Et cela également contre la volonté des parents! Heureusement, il existe en Suisse un nombre important de politiques qui attachent une très grande importance à une éducation familiale et scolaire axée sur des valeurs. Ils ont réagi par le biais d'une pétition «contre la sexualisation de l'école obligatoire» et une motion au Conseil national. Et rendez-vous compte: il s'est avéré que l'OFSP a contourné de son propre chef la compétence des cantons. La CDIP a fait savoir que «ce document [le matériel pédagogique pour le degré secondaire que la Haute école pédagogique de Suisse centrale a élaboré à la demande de l'OFSP, mw] n'a été créé ni à la demande ni en collaboration avec la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique et ses contenus ne sont donc pas déterminants pour le programme.» (cf. «Horizons et débats» nº 29 du 25/7/11)

L'OFSP donne aux citoyens effrayés par cette procédure un avant-goût de la manière dont il soumettrait tous les domaines de la vie à sa conception de la prévention et de la promotion de la santé si le peuple et le Parlement étaient assez bêtes pour lui donner le feu vert en acceptant la Loi sur la prévention et la promotion de la santé. Nous demandons à tous les candidats aux Chambres fédérales quelle est leur position sur cette question importante pour l'avenir de notre pays et de ses habitants.

«Nous autres citoyens exigeons des nombreux candidats aux élections législatives de cet automne une réponse sans ambiguïté sur leur position. Veulent-ils une dictature sanitaire imposée par un simple office fédéral ou vont-ils respecter la dignité des citoyens responsables du pays? Sont-ils disposés à respecter la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons ou vont-ils, sur ordre de l'ex-chef de l'OFSP, balayer la compétence des cantons?» (photo thk)

«Dans sa session de printemps, le Conseil national a accepté en première lecture, par 97 oui contre 71 non, le projet de *Loi sur la prévention et la promotion de la santé* qui permettrait à l'OFSP, c'est-à-dire à l'administration fédérale, d'imposer d'une poigne de fer à la population suisse des mesures contraignantes dans tous les domaines de la vie. Des jeux sexuels et des images pornographiques au jardin d'enfants et à l'école primaire à l'imposition d'un poids idéal (IMC) sous la menace d'une réduction des prestations des caisses-maladie en passant par l'obligation d'enfermer toutes les volailles quand on a trouvé quelque part un canard mort, il n'y a plus de limites. (cf. l'article «Le ‹préventionnisme› en matière de santé, nouvel instrument de l'arrogance étatiste», analyse de livre «Corpus Delicti» de *Juli Zeh* dans *Horizons et débats* nº 27 du 11/7/11)

Cette loi, mise au point après un assez long séjour à l'étranger par *Thomas Zeltner*, qui voudrait dominer une Suisse du bien-être aseptisé, doit être refusée catégoriquement par les Chambres fédérales. Nous autres citoyens exigeons des nombreux candidats aux élections législatives de cet automne une réponse sans ambiguïté sur leur position. Veulent-ils une dictature sanitaire imposée par un simple office fédéral ou vont-ils respecter la dignité des citoyens responsables du pays? Sont-ils disposés à respecter la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons ou vont-ils, sur ordre de l'ex-chef de l'OFSP, balayer la compétence des cantons?

En effet, selon la Constitution fédérale, la prévention et la promotion de la santé relèvent clairement de la compétence des cantons. Comme l'a constaté la Commission mise sur pied par le Conseil fédéral, les articles 117 et 118 ne suffisent pas comme base d'une loi fédérale; ils ne font que donner à la Confédération la compétence de «légiférer sur l'assurance-maladie et sur l'assurance-accidents» (art. 117) et de lutter «contre les maladies transmissibles, les maladies très répandues et les maladies particulièrement dangereuses de l'être humain et des animaux» (art. 118), ce qui est déjà réglementé dans la *Loi sur les épidémies*.

Il est généralement admis que le système de santé fédéraliste de la Suisse, qui est géré, en plus des cantons, par les communes et de nombreuses organisations de bénévoles comme les associations de samaritains, est un des meilleurs du monde. Allons-nous le détériorer par une organisation centraliste?

Nous attendons de chaque citoyen désireux de siéger au Conseil national ou au Conseil des Etats qu'il réponde à la question: «Quelle est votre position en matière de prévention?» •

L'ordre fédéraliste de la Suisse

mw. La *santé publique* tombe, comme l'article ci-dessus le montre, sous la responsabilité des cantons. Dans le système fédéraliste suisse, de nombreux autres domaines sont réglés par les cantons. Suite à leur histoire les cantons, qui étaient autrefois autonomes et qui ont formé la Confédération suisse en 1848, ont une position forte. Ils possèdent toutes les compétences qui ne sont pas expressément attribuées à la Confédération dans la Constitution fédérale:

Art. 3 Cantons
Les cantons sont souveraines en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.

Art. 42 Tâches de la Confédération
La Confédération accomplit les tâches que lui attribue la Constitution.

Art. 43a Principes applicables lors de l'attribution et l'accomplissement des tâches étatiques
[1] La Confédération n'assume que les tâches qui excèdent les possibilités des cantons ou qui nécessitent une réglementation uniforme par la Confédération.

Art. 47 Autonomie des cantons
[1] La Confédération respecte l'autonomie des cantons
[2] Elle laisse aux cantons suffisamment de tâches propres et respecte leur autonomie d'organisation. Elle leur laisse des sources de financement suffisantes et contribue à ce qu'ils disposent des moyens financiers nécessaires pour accomplir leurs tâches.

Pour pouvoir accomplir leurs compétences étendues, les cantons reçoivent – outre les impôts de l'Etat qu'ils perçoivent eux-mêmes –, conformément à la Constitution des pourcentages de la plupart des impôts fédéraux: de l'impôt fédéral direct (impôt sur le revenu), de la taxe sur la valeur ajoutée (pour des réductions de primes de caisse maladie), de l'impôt sur l'alcool et de l'impôt anticipé.

Les cantons délèguent une partie de leur compétences et devoirs aux communes, chaque canton trouve individuellement des solutions adéquates avec ses communes.

Les compétences les plus importantes des cantons

Une des compétences les plus importantes des cantons est la *santé publique:* les hôpitaux, la promotion de la santé et la prévention, par exemple la prévention des dépendances, les contrôles de santé par le médecin et le vétérinaire cantonal, par exemple en ce qui concerne l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires et dans la restauration. La compétence des cantons en ce qui concerne la santé s'ensuit de façon négative de l'article 118: Comme la Confédération est uniquement responsable de lutter contre les maladies transmissibles et particulièrement dangereuses, tous les autres domaines sont dans la responsabilité des cantons.

Un autre aspect est la *formation:* Dès l'école enfantine en passant par l'école obligatoire et les écoles spécialisées, le gymnase et les écoles professionnelles jusqu'aux hautes écoles (art. 62) toutes les écoles sont du ressort des cantons. Les deux écoles polytechniques fédérales sont les seules institutions de formation gérées par la Confédération (art. 63-2). La Confédération légifère aussi sur la formation professionnelle (art. 63-1), mais l'organisation de celles-ci incombe aux cantons (art. 63). En ce qui concerne la recherche et la formation continue, la Confédération «encourage» mais ce sont les cantons qui en sont responsables (art. 64).

Tout le *système social* (l'assistance sociale, le système de tutelle, les bureaux d'aide sociale, les homes pour personnes âgées, les centres éducatifs pour jeunes etc.) sont du ressort des cantons qui délèguent ces devoirs en partie aux communes. Ce domaine n'est pas même mentionné dans la Constitution fédérale, ce n'est donc pas une affaire fédérale. Cela résulte aussi du principe de subsidiarité: ce sont des devoirs pour les petites entités, les communes et les cantons.

Travail: Les bureaux pour l'emploi, bureaux de recrutement et inspection du travail.

Police et justice: A l'exception du Tribunal fédéral (la plus haute instance) police et justice sont entièrement affaire des cantons: De la police de la circulation jusqu'à la police du commerce, des tribunaux réguliers passant par les tribunaux de bail et du travail jusqu'aux prisons et aux juges des mineurs. Lorsque la Confédération reçoit de hauts représentants d'Etats étrangers ou lorsque le WEF a lieu à Davos ou une conférence internationale à l'ONU à Genève avec de hauts représentants d'Etats, la Confédération doit faire appel au gouvernements cantonaux de Berne, des Grisons ou de Genève pour leur demander s'il peuvent engager les forces de police nécessaires pour la protection. L'Armée n'est engagée uniquement si un canton est dépassé du point de vue du personnel, et seulement avec l'accord du gouvernement cantonal concerné. La législation sur la protection civile relève de la compétence de la Confédération, l'exécution par contre fait partie des tâches des cantons (art. 61-1).

L'économie: La promotion de l'économie, le registre du commerce, le notariat, le registre foncier, l'office pour l'agriculture et le tourisme sont en mains des cantons et des communes.

Energie, environnement et construction: L'approvisionnement en eau et en électricité, la protection de la nature, la pêche et les forêts, l'aménagement du territoire, mais aussi la promotion de la construction de logements et la protection du patrimoine font partie de la compétence des cantons et des communes. La Confédération n'a que le droit d'émettre certains principes dans ces domaines (art. 74–79 CF), avant tout en ce qui concerne la protection des animaux (art. 80 CF). La construction des routes, à l'exception des routes nationales (art. 83) est affaire des cantons. Les règles de circulation par contre sont émises par la Confédération parce qu'ils doivent être valable pour tout le pays (art. 82 CF). Selon article 84, la Confédération devrait aussi assurer la protection des régions alpines contre le trafic de transit, c'est-à-dire contre les avalanches de poids-lourds. Depuis l'entrée en fonction de *Moritz Leuenberger*, il est connu que le Conseil fédéral s'en est moqué, parce qu'il fallait à tout prix faire passer les Accords bilatéraux.

Culture: La promotion de l'art, de la musique et du film ainsi que la réglementation du rapport entre l'Etat et l'église sont du ressort des cantons. «La Confédération peut promouvoir les activités culturelles présentant un intérêt national et encourager l'expression artistique et musicale, en particulier par la promotion de la formation. – Dans l'accomplissement de ses tâches, elle tient compte de la diversité culturelle et linguistique du pays» (art. 69). Oui, même les langues officielles sont déterminées par les cantons, selon l'article 70-2: «Les canton déterminent leur langues officielles. Afin de préserver l'harmonie entre les communautés linguistiques, ils veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues et prennent en considération les minorités linguistiques autochtones». Ainsi, les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg ont l'allemand et le français comme langues officielles, les Grisons ont même trois langues officielles: l'allemand, l'italien et le romanche. Les bureaux administratifs et les panneaux d'entrée en agglomération sont affichés en deux, voire trois langues, toute publication officielle, tout protocole parlementaire, toute lettre des autorités est rédigée dans toutes les langues officielles.

Ordre dans les communes: Les pompiers, les canalisations et l'épuration des eaux, les déchets, les cimetières, le nettoyage des rues et d'autres tâches d'infrastructure importantes sont généralement du ressort des communes. •

«Aujourd'hui, on comprend l'homme rationnellement, intellectuellement, et on en oublie l'humain»

La contribution de la Société suisse d'utilité publique lors de la création de la Fondation Pro Mente Sana

ks. Pro Mente Sana est une fondation qui s'engage depuis 32 ans pour les besoins de personnes psychiquement malades, pour la sauvegarde de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Très active en relations publiques, elle fournit des informations pour éveiller l'intérêt pour les malades mentaux et leur famille, représente leurs intérêts envers les autorités et la classe politique, soutient des projets pour les malades psychiques, délivre des conseils aux personnes concernées et soigne les relations avec les institutions les plus diverses du domaine social et de la santé.

Les racines de *Pro Mente Sana* remontent au XIXe siècle. En 1846 déjà, l'assemblée générale de la *Société suisse d'utilité publique* (SSUP) avait demandé qu'on éveille l'intérêt du public pour la psychiatrie. On y affirmait que l'état des soins publics des fous est un critère du degré de la culture intellectuelle d'un pays. Dans les années 1860, des sociétés d'utilité publique avaient fourni de l'aide lors de la fondation de sociétés «d'aide aux fous», lesquelles soutenaient financièrement les patients, les accompagnaient lors de leur retour dans la vie de tous les jours, après leur sortie de clinique, et informaient le public sur les maladies mentales.

L'histoire de *Pro Mente Sana* est marquée – comme celle de la société d'utilité public en général – par certaines personnalités qui se laissaient guider par leur empathie et leur sens des responsabilités et qui s'engageaient fortement pour un groupe de personnes dont elles avaient reconnu les besoins d'aide et ce faisant également pour la société en général. La discussion était marquée alors par des psychiatres qui connaissaient l'importance des facteurs humains pour la guérison de leurs patients et qui plaçaient celle-ci au centre de leur action.

Le médecin et psychiatre *Hans Oscar Pfister* (1905–1995) était une de ces personnalités. Dans les années 1944 à 1970, Pfister travaillait comme médecin de la Ville de Zurich et il mit sur pied durant ces années le service psychiatrique de la ville. Dès 1948, il était membre de la commission d'hygiène de la *Société suisse d'utilité publique* et président du *Groupe de travail suisse pour la protection de la santé mentale* fondée en 1953. Pfister reconnut dans l'amélioration des relations humaines la tâche principale de l'hygiène psychique. «Du point de vue pratique, l'hygiène mentale actuelle veut agir contre le phénomène de l'isolement des êtres humains, qu'ils aient peur, qu'ils désespèrent de l'avenir et que finalement ils désespèrent de tout dans toute cette misère.»* Pfister regrettait le «trop psychologique qui était actuellement en vogue» et la perte de l'amour des hommes et du prochain. «De nos jours, on comprend l'homme avant tout rationnellement, intellectuellement, et on en oublie l'humain.» Sur la base des facteurs provoquant la maladie, il jugeait le «[…] remaniement de la vie communautaire moderne progressant de façon tumultueuse». «Nous devons combattre premièrement, un manque d'amour ou une absence d'amour de la part de son entourage, deuxièmement le non-sens de la vie ou la mise en danger des buts dans la vie par les semblables, et troisièmement le sentiment de sécurité défectueux ou la mise en danger permanente de la sécurité individuelle et de la communauté humaine.» A son avis, la prophylaxie de la santé allait de pair avec l'empathie des personnes actives dans l'éducation. Il demandait donc «[…] que la capacité de ressentir les angoisses de son semblable, devait être systématiquement enseignée, apprise et exercée.» Lorsqu'un homme compréhensif identifiait un isolement, il devait se sentir obligé d'intégrer la personne isolée dans la société. Telles furent les déclarations de Pfister à l'assemblée générale de la SSUP de 1969 à laquelle le sujet «Les problèmes de la solitude à notre époque» fut discuté.

A part Pfister et d'autres personnalités, c'est le psychiatre *Paul Plattner* (1907–1980), qui fournit un élément constitutif de la voie vers la création de la fondation. Il avait travaillé durant 32 ans comme médecin chef du *sanatorium neurologique de Münchenbuchsee,* en s'engageant pour une médecine plus humaine et pour un traitement plus digne des malades mentaux. A l'époque, Plattner évoluait dans le cercle du médecin et écrivain genevois *Paul Tournier* qui développa une amorce de médecine, psychothérapie et de cure d'âme (la «médecine de la personne»). Il considérait la relation thérapeutique entre le médecin et le patient comme un élément de guérison essentiel pour le traitement. Plattner aussi demandait qu'on intègre mieux les facteurs humains en médecine, en estimant possible d'améliorer la qualité de traitement entre autres par un groupement de médecins (les dénommés groupes *Balint)*, lesquels travaillaient à une meilleure relation entre le médecin et le patient sous la conduite d'un psychothérapeute. Il invitait ses confrères à considérer le patient comme un tout et à lui parler d'homme à homme. Il s'engageait vigoureusement pour une amélioration de la réintégration des patients de psychiatrie après leur sortie de clinique. Plattner avait contribué à prendre pour thème par l'assemblée annuelle de la SSUP de 1971 à Zoug, l'intégration dans la société des malades mentaux et il y appela à la coresponsabilité de tous pour ces semblables qui ne seraient pas en mesure de s'aider et s'estimer eux-mêmes. Dans sa résolution, la SSUP affirma que «[…] le malade mental est toujours aussi un symptôme pour les groupes relationnels et la société dans lesquels il vit». A la suite de la discussion, la SSUP formula des exigences concrètes pour l'intégration de malades psychiques, lesquelles s'adressaient aux institutions sociales et de santé publique. Plattner aspirait à la fondation d'une institution qui fournirait de l'aide à la réintégration et qui serait en mesure d'offrir un travail de relations publiques en faveur des malades mentaux, et il s'efforça d'obtenir le soutien de la SSUP dans ce domaine.

A l'assemblée annuelle de 1974 on décida de collaborer à la fondation d'une organisation faîtière pour les malades psychiques. Les organisations d'aide existantes, *Pro Juventute, Pro Senectute et Pro Infirmis,* devaient être complétées par une fondation *Pro Mente Sana.* En 1976, la SSUP participa par une contribution généreuse au capital de fondation. La fondation initiale eut finalement lieu en 1977/78, à laquelle participèrent des délégués de 75 organisations. Les buts de la fondation étaient «la réponse aux problèmes des malades psychiques en général» et la collaboration de tous les acteurs dans ce domaine. Grâce entre autres à une série d'émissions radio, qui avait eu un grand retentissement, on réussit à faire connaître dans le public *Pro Mente Sana*, de sorte que l'offre de conseils pour les personnes concernées fut bientôt grandement utilisée. De concert avec *Pro Mente Sana*, la SSUP s'engagea dans bien des domaines. On publia par exemple des brochures d'information sur des sujets tels que la schizophrénie ou la dépression, de sorte que le savoir psychiatrique et psychohygiénique puisse être mis à la portée de larges couches de la population.

Après la création de la fondation, qui agissait désormais en grande partie de sa propre initiative, l'aide aux personnes en détresse psychique demeura une préoccupation pour la SSUP, ce qui fut stimulé avant tout par *Albert Mossdorf,* président de la SSUP dans les années 1979–1989 et ancien directeur des Finances du canton de Zurich. Mossdorf fit un thème de discussion de la santé psychique menacée par l'évolution de la société et il plaça l'encouragement de qualités émotionnelles telles que l'empathie, l'intérêt et l'aide d'homme à homme au centre de son engagement dans la société. «A une époque ou l'isolement, la résignation et les névroses prennent le dessus, il s'agit purement et simplement de promouvoir l'aide mutuelle dans des situations de vie particulières, d'approfondir les contacts personnels et d'être plus tolérant.» La voie du «renouveau de la communauté nationale» devrait être aplanie par le renforcement des relations avec les autres. Mossdorf voyait la communauté fédérale menacée par l'isolement progressif et la «collaboration résolue», perdue par les hommes.

En 1987 et grâce à son initiative, fut créée une commission de la SSUP qui s'occupa de la «rénovation de la communauté fédérale». Un exemple de son travail fut la brochure publiée en 1989 sur décision de la commission, intitulée «lutte contre l'isolement» qui en appelle à la solidarité entre prochains. *Flavio Cotti*, le conseiller fédéral d'alors, soutient l'initiative dans la préface de la brochure: «Nous tous sommes sollicités de repenser nos relations avec les autres et de donner à chacun la chance d'une vie riche de sens, qui ne tienne pas seulement compte de ses besoins matériels.» Cela n'est-il pas plus urgent à présent que jamais? •

Informations: *www.promentesana.ch*

(Traduction *Horizons et débats*)

* Toutes les citations sont tirées de l'œuvre de Beatrice Schumacher, «Freiwillig verpflichtet. Gemeinnütziges Denken und Handeln in der Schweiz seit 1800». Editions Neue Zürcher Zeitung, Zurich 2010.

L'Afrique refuse l'impérialisme français

L'Afrique répond à Sarkozy – Contre le discours de Dakar

par Henriette Hanke Güttinger

En 2007, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, prononça une allocution à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, dans la capitale sénégalaise de Dakar.[1]

Il y dessina une caricature de l'Afrique à la manière de l'époque colonialiste. Le discours fut adressé «aux jeunes d'Afrique» qu'il voulait embarquer, à l'aide de ses paroles sur le développement futur de l'Afrique sous domination française. Si l'audience du pays d'accueil conserva la politesse exigée, l'indignation contre les avances et paroles de violence néocoloniales n'en fut pas moins grande, pas seulement en Afrique. En plus d'articles importants dans la presse, l'éditeur parisien Philippe Rey publia en 2008 un recueil de 23 essais sous le titre «L'Afrique répond à Sarkozy – Contre le discours de Dakar». Une sélection de ces essais a paru en allemand en 2010. Des intellectuels africains des domaines universitaires, littéraires et culturels analysèrent le discours, dévoilèrent son arrière-fond raciste et révélèrent les intentions néocoloniales de Nicolas Sarkozy. A la caricature présidentielle de l'histoire africaine furent opposés les résultats de recherches scientifiques indépendantes de plusieurs dizaines d'années. Le recueil est dédié aux pionniers de ces recherches, Cheikh Anta Diop, Frantz Fanon, Mongo Beti, Amadou Hampâté Bâ et Joseph Ki-Zerbo. Il dépasserait le cadre d'une analyse de livre de vouloir présenter ce recueil dans sa richesse et complexité entières. C'est la raison pour laquelle nous nous contentons de présenter les idées centrales de plusieurs auteurs.*

L'Afrique de Nicolas Sarkozy?[2]

M. Sarkozy, dans son discours, décrit l'Afrique comme continent entièrement arriéré:[3] «Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons […], ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé. […] Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. […] Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir.»[4]

Dans son essai, l'historien *Achille Mbembe,* fait ressortir que l'idée que M. Sarkozy se fait de l'Afrique, ne correspond en rien à la réalité. Elle reprend presque mot à mot ce qu'a écrit *Georg Wilhelm Friedrich Hegel* dans «La Raison de l'histoire» sur l'Afrique au début du XIXe siècle.[5] Dans le discours de Sarkozy, les préjugés de Hegel sont enrichis de lieux communs de l'ethnologie coloniale de la fin du XIXe siècle. Depuis *Charles de Gaulle* déjà la politique africaine de la France est basée sur des préjugés à caractère colonial et raciste.

Duplicité et trafic de l'histoire[6]

Fascinant et facile à comprendre pour les non-professionnels, est l'essai de *Zohra Bouchentouf-Siagh* qui, en employant l'outil de l'analyse de texte, explique le discours de Sarkozy.[7] Voilà un exemple de sa façon d'analyser le discours: «Je suis venu vous parler avec franchise […]. Je ne suis pas venu nier ni les fautes ni les crimes car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes. Il y a eu la traite négrière, il y a eu l'esclavage, les hommes, les femmes, les enfants achetés et vendus comme des marchandises. […] Ils ont voulu convertir l'homme africain, […] ils ont cru qu'ils avaient tous les droits.»

Bouchentouf-Siagh démontre par cet extrait la double instance du discours: Tantôt Sarkozy utilise un «je» qui s'adresse à la jeunesse, tantôt il parle avec des «il y a/il y a eu/ils/ce/cela» comme s'il rapportait des histoires anciennes. Des formules impersonnelles ainsi que les verbes «vouloir et croire» transforment «le factuel […] les dévastations culturelles et matérielles exécutées au

Suite page 7

* Sous la direction de Makhily Gassama. *L'Afrique répond à Sarkozy.* Editions Philippe Rey 2008. ISBN 978-2-84876-136-7

Au sujet des discours présidentiels des cinquante dernières années

«Ces cinquante ans de discours présidentiels mettent en évidence le malentendu tenace qui est la conséquence d'une colonisation jamais objectivement évaluée, jamais assumée. Ce sont des discours qui, tous, tombent de haut, discours sans réplique. Les quelques grandes voix africaines qui se sont élevées n'ont jamais été entendues. Aujourd'hui, les Africains s'autorisent à faire leur histoire et celle de leurs conquérants, de leur propre point de vue, qui n'a jamais été requis, et pour l'instruction de leurs peuples, qui ont besoin de se fonder en dignité. L'histoire n'est qu'un point de vue sur les choses, plus ou moins large, plus ou moins riche, mais jamais total. L'équilibre du monde exige qu'on entende toutes les voix et qu'on mette fin au monologue de la parole et au monopole du pouvoir qui conduisent au délire et à l'horreur.»

Odile Tobner

«L'Afrique refuse l'impérialisme …»
suite de la page 6

nom de la ‹mission civilisatrice› en timides amorces psychiques; tout est dilué dans un brouet mêlant euphémisme et imprécision et l'on ne sait plus très bien qui a fait quoi, où et quand, et surtout où se situent exactement les responsabilités historiques, car responsabilités historiques il y a, n'en déplaise à M. Nicolas Sarkozy.» – ainsi Bouchentouf-Siagh.

Dans cette double instance du discours apparaît une duplicité qui traverse le discours entier de Sarkozy avec la fonction idéologique suivante: il évoque chez l'auditeur l'image d'une Afrique arriérée et assombrie qui doit être guidée par l'Europe des valeurs universelles dans un avenir rayonnant sous domination française. Sarkozy renoue avec *Jules Ferry,* qui, en 1885 à la Chambre des députés justifia les criminelles expéditions coloniales: «Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures.»

Comme suit, Bouchentouf-Siagh met en lumière les tentatives néocoloniales d›embobinement de Sarkozy: «M. Nicolas Sarkozy, président de la France, joue lui, sur une autre scène, celle des grandes puissances économiques et militaires du monde d'aujourd'hui!»

«Je suis venu vous dire...» – Anatomie d'un discours néocolonial en langue de caoutchouc[8]

Le discours de Dakar était annoncé comme porteur d'une rupture radicale avec «avec les discours de ses prédécesseurs, critiqués pour la politique ‹françafricaine› menée depuis cinquante ans, pour les complicités de Paris avec des régimes africains corrompus.» – ainsi le voit *Ngalasso.* «On attendait un pétard. Ce fut un pet-en-pot bruyant mais sans consistance.» «Nicolas Sarkozy a rassuré les pouvoirs en place. Mais il s'est aliéné les jeunes, les dirigeants de demain.»

Par une analyse de la forme Ngalasso caractérise le discours ainsi: «Le discours […] sur le rôle positif de la colonisation, sur l'homme africain et son essence, a pris, tour à tour, les allures d'un serment, d'un cours et d'une conférence adressés à des auditeurs pris pour de grands enfants. C'est en cela qu'il est apparu paternaliste et néocolonialiste, donc inacceptable.»

Sarkozy ne travaille pas avec des phrases creuses. Il se sert de la soi-disant langue en caoutchouc qui suggère franchise et des intentions paisibles: «L'orateur caresse son public dans le sens du poil, tient des propos lénifiants, use de la diversion, de la flatterie et de la duplicité. L'exercice permet de concentrer la tension du public sur la performance de l'orateur davantage que sur le contenu du message […]. L'orateur n'a pas peur de mentir, de se payer de mots, de se payer la tête de ses interlocuteurs.»

Nous allons citer en exemple quelques extraits du discours de Sarkozy: *«Je suis venu vous parler avec la franchise et la sincérité que l'on doit à des amis que l'on aime et que l'on respecte. J'aime l'Afrique, je respecte et j'aime les Africains.»* En même temps, dans son discours, Sarkozy refuse de *se repentir des dommages et des atrocités de la politique coloniale française ou de les réparer:* «Nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expier ce crime perpétré par les générations passées. *Nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères.»* C'est à juste titre que Ngalasso fait la remarque que la repentance «est la moindre des réparations» que la victime est en droit d'attendre du bourreau ou de l'agresseur.

La vision de l'Afrique chez les présidents de la Cinquième République française[9]

Depuis Charles de Gaulle, les présidents de la République française se disent amis de l'Afrique. Le professeur agrégé de lettres, *Odile Tobner,* explique que la politique étrangère de la France n'a peu ou plutôt rien à voir avec de l'amitié. Le but était depuis toujours de rendre les pays africains dans la plus totale dépendance possible et de les rendre prêts à servir les intérêts de la France. L'attitude des présidents français envers ces pays allait du dédain jusqu'au mépris.[10]

Depuis les colonies, pendant la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle fit venir des soldats, des matières premières et de l'argent pour la Résistance. Il répondit aux mouvements de libération dans les colonies – *sans succès d'ailleurs – par deux guerres cruelles et des réformes que Tobner décrit comme «l'avènement d'une politique de vassalisation» car l'armée et la monnaie restaient en main française.* «Le comité d'action pour l'Afrique» installé à l'Elysée devait rendre les Etats africains Etats satellites de la France.

Place de l'Indépendance à Dakar. «Je me méfie de l'étranger qui vient décider, à ma place, des solutions aux problèmes de mes propres greniers.» (Proverbe sénégalais) (photo Rignese/wikimedia)

Chez *Georges Pompidou,* Tobner décrit «une parfaite contradiction entre la vision humaniste d'une Afrique qu'il faut aider à se développer, présente dans les discours, et la féroce politique de répression». *Valéry Giscard d'Estaing* réussit à installer au pouvoir des marionnettes dominées par la France et les soutint. Ce fut le cas au Tchad, au Zaïre, en Centrafrique, en Mauritanie et à Djibouti. Avec *François Mitterrand* et *Jacques Chirac*[11] la persécution de dissidents et les pactoles avec les régimes corrompus dans la sphère d'influence française continuaient. La politique étrangère de Sarkozy poursuit cette tradition.

Les causes du sous-développement africain

En tant que spécialiste en économie, *Demba Moussa Dembélé*[12] nous explique les raisons du sous-développement de l'Afrique. Son essai commence par les paroles de *Frantz Fanon*[13] «Le colonialisme et l'impérialisme ne sont pas quittes avec nous quand ils ont retiré de nos territoires leurs drapeaux et leurs forces de police. Pendant des siècles, les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre. Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour augmenter ses réserves d'or et de diamants, ses richesses et pour établir sa puissance.»

A Dakar, Sarkozy disait ce qui suit: «La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique.» Dembélé oppose à Sarkozy ce qui suit: «Il n'en demeure pas moins vrai que c'est l'héritage colonial – aggravé par le fardeau d'une dette extérieure illégitime et les conditions-cadre tout aussi illégitimes imposées par la Banque mondiale et le FMI – qui constituent la cause principale de la crise que traverse le continent africain.» «Si M. Sarkozy avait un peu étudié l'histoire du capitalisme, il aurait su que la naissance et le développement de ce processus se sont faits avec le sang, la sueur et les ressources des peuples africains.» Déjà *Karl Marx* avait attiré l'attention sur le fait que l'esclavagisme[14] avait rendu possible l'«accumulation primitive du capital». Avec la colonisation de l'Afrique commença le pillage de ses ressources.

Dans son analyse scientifique, Dembélé nous explique comment l'Occident, encore après la fin de l'époque coloniale, exploite les Etats africains et essaie de les tenir en dépendance. Ainsi fut attribué à l'Afrique, dans une sorte de division internationale du travail, le rôle d'un fournisseur de matières premières. Avec l'orientation de leur agriculture et économie pour l'exportation de produits primaires ou semi-transformés pour le marché international, les Etats africains souffraient et souffrent toujours de la baisse des prix qui a été causée par les subventions agraires des pays industrialisés.[15] Ceux-ci ont inondé les pays africains avec des produits massivement subventionnés et détruisirent ainsi une partie de la production locale.

Pour compenser les pertes dans les exportations et les prix augmentés des importations, les Etats africains ont dû s'endetter auprès des créanciers étrangers qui assortissaient leurs crédits de certaines conditions.[16] Ainsi ils pouvaient élargir leur influence sur les Etats africains et piller impudemment leurs ressources jusqu'aujourd'hui.

Quand, vers la fin des années 70, la crise de la dette commença, les Etats africains ont fait appel à la *Banque mondiale* et au *Fonds monétaire international* avec pour conséquence l'explosion de la dette[17]. Les ajustements structurels et le service cumulé de la dette[18] ont rendu exsangues les pays subsahariens avec des conséquences catastrophiques pour les populations. Dans les LDC africains (Least Developed Countries) «65% des habitants vivent avec moins d'un dollar par jour et près de neuf personnes sur dix vivent avec l'équivalent de deux dollars par jour.» Dembéle décrit les effets de la politique imposée par la Banque mondiale et le Fond monétaire international comme suit: «La libéralisation du commerce et des investissements, les privatisations des entreprises d'Etat et des services publics ainsi que les politiques d'austérité imposées aux gouvernements africains se sont traduites par l'effondrement de plusieurs secteurs de l'économie, l'affaiblissement de l'Etat, l'accroissement des inégalités et l'explosion de la pauvreté à une échelle sans précédent.» Il faut surtout mentionner qu'on trouve dans l'essai de Dembélé une large bibliographie de publications scientifiques sur des sujets différents.

Intermédiaires comme nœuds dans le système impérial

Dans son discours, Sarkozy essaie de rendre aux Noirs leur part de responsabilité pour l'esclavage et les autres crimes de l'époque coloniale et postcoloniale dans la même mesure qu'aux Blancs. *E. H. Ibrahima Sall*[19] explique dans son essai la vraie valeur des collaborateurs africains dans le système impérial: «Tous les crimes organisés ont besoin d'intermédiaires. Le crime multiséculaire contre des Africains que fut l'esclavage ne saurait faire figure d'exception. Là, comme dans la colonisation, des Africains ont participé activement à un dispositif, conçu, programmé par des maîtres d'Europe pour servir un système destiné, essentiellement et d'abord, à fortifier des intérêts économiques occidentaux.»

Maintenir l'Afrique comme pré carré

Mahamadou Siribié[20] parle dans son essai du discours que Sarkozy a prononcé lors de son élection à la présidence de la République. Le message de Sarkozy aux médias internationaux étant présents fut, de prime abord, qu'il voulait aider l'Afrique dans son combat contre la «pauvreté, la maladie et la misère». Sous ce brouillard de charité, Siribié dégage les intérêts géostratégiques et économiques de la France: «Mais aujourd'hui, l'Afrique se trouve au cœur d'un nouvel enjeu géopolitique international. Le ‹pré carré› français en Afrique se trouve ainsi menacé dans cette nouvelle donne mondiale.» «Dans un contexte global caractérisé par de nouvelles configurations géostratégiques et face aux jeunes ‹intrus› comme la Chine, la Russie et les Etats-Unis», la France veut maintenir son pouvoir en Afrique. Des motifs semblables se trouvent aussi derrière l'affirmation française qu'on bombarde la Libye pour protéger la population civile.

Stop avec les interprétations eurocentriques de l'Afrique

Théophile Obenga[21] démontre dans son essai que le discours de Sarkozy dégouline du paradigme d'un très vieux africanisme eurocentrique.[22] Ainsi, Sarkozy croit, dans la chimère de la supériorité de l'Occident, devoir prêcher des valeurs et instructions pour le futur développement de l'Afrique. Evidemment, sous le leadership français avec des phrases creuses séduisantes comme «codéveloppement», «dialogue Nord-Sud», «nouveau partenariat», «Françafrique». Aujourd'hui, les intellectuels africains n'acceptent plus cette facon primitive de leur parler. «Même les singes de nos forêts n'y croient pas.» – commente Obenga d'un ton sec.

Les recherches africaines du XXe siècle ont libéré l'histoire et la culture des scories eurocentriques et rendu au continent africain sa dignité et la conscience de sa propre valeur. Sur cette base, aujourd'hui, les fondements de la civilisation pourraient être renouvelés: En défendant leurs devoirs et leur responsabilité dans le sens du bien commun, les peuples et nations pourraient se renouveler.

Souveraineté monétaire comme base de souveraineté politique

Mahamadou Siribié attire l'attention sur un important «instrument économique et politique d'assujettissement des pays africains francophones», le *Franc CFA*. C'est en 1946 que la France l'introduisit comme nouvelle monnaie et le lia d'abord au Franc français, puis après à l'Euro. Ainsi le contrôle de la monnaie dans les anciennes colonies resta en main française. Une véritable indépendance politique des Etats africains – selon Siribié – se ferait par «une totale indépendance économique, impossible à réaliser sans une maîtrise intégrale des instruments de la souveraineté étatique, dont la monnaie est le noyau. Le pouvoir économique ne confère-t-il pas le pouvoir politique?»

Pas de tenue en laisse française pour la jeunesse africaine

La manière importune dont Sarkozy s'adresse encore et encore à la jeunesse africaine est insupportable. Il lui demande de rompre avec la génération des pères, leurs valeurs et leurs traditions en disant: «Mais si vous choisissez

Suite page 8

Les causes du sous-développement africain

«L'esclavage et la colonisation ont été les deux modes de contact, deux facteurs qui ont marqué à jamais le développement économique et social de l'Afrique. Ils ont non seulement détruit les économies et structures sociales de la société précoloniale, mais ils ont également procédé à la destruction systématique de la culture et de la mentalité africaines. Donc, les problèmes actuels de l'Afrique ne s'expliquent ni par le manque d'‹intégration› au monde, ni par le retard de cette intégration. L'explication réside plutôt dans la manière dont l'Afrique a été intégrée à l'économie mondiale capitaliste, qui a prospéré sur le sang et la sueur de ses enfants et le pillage éhonté de ses ressources.»

Demba Moussa Dembélé

«L'Afrique refuse l'impérialisme …»
suite de la page 7

la démocratie, la liberté, la justice et le droit, alors la France s'associera à vous pour les construire.» *Djibril Tamsir Niane*[23] répond à une telle arrogance de façon suivante: «Mais la jeunesse africaine n'est pas celle que pense M. Sarkozy: de grands enfants attendant qu'on les prenne par la main pour marcher. Il faut savoir que la jeunesse du continent comprend parfaitement les enjeux de notre temps. […] Ils dénoncent avec des accents acerbes la gabegie, la corruption. Mais ils savent aussi que les grandes puissances sont pour beaucoup dans le malheur du continent.» La jeunesse africaine cherche ses modèles dans le riche trésor de l'histoire du continent noir, et non pas dans l'Occident – selon Niane. Entretemps la pluie des bombes de l'OTAN aura encore renforcé cette leçon d'histoire. •

1 Le discours a été rédigé par *Henri Guaino,* conseiller spécial de l'Elysée.

2 C'est le titre de l'essai d'*Achille Mbembe,* Cameroun, p. 57–72 ed. allemande. Il obtient son doctorat en histoire à l'Université de la Sorbonne à Paris. De 1988 et 2003, il est intervenu dans de nombreuses universités américaines. Actuellement, il enseigne l'histoire de l'Afrique et la politique africaine à l'Université de Witwatersrand à Johannesburg.

3 Depuis la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement français a investi des milliards dans les recherches sur l'Afrique, entre autre dans le cadre de l'Institut pour la recherche du développement et du Centre national de la recherche scientifique. D'après Mbembe, il est inexplicable comment – «quelqu'un peut, aujourd'hui encore, tenir des discours aussi déconcertants sur le continent africain sur l'arrière-plan d'un tel investissement».

4 Le texte intégral du discours du président de la République française à l'Université de Dakar en 2007 se trouve en français et en allemand dans: Peter Cichon, Reinhart Hosch, Fritz Peter Kirsch (Ed.), *Der undankbare Kontinent? Afrikanische Antworten auf europäische Bevormundung,* p. 19–56.

5 Une analyse détaillée se trouve dans: Mbembe, Achille. *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine.* 2000 Paris, Karthala.

6 Titre de l'essai de *Zohra Bouchentouf-Siagh,* p. 59–86. Elle a fait des études de linguistique à Alger et à la Sorbonne et présenta sa thèse de doctorat en dialectologie et en sociolinguistique maghrebines.

Des intellectuels européens font preuve de responsabilité

hhg. Des chercheurs en linguistiques et en lettres, participant à la recherche et l'enseignement de l'Institut de romanistique de l'Université de Vienne, ont partagé l'indignation des intellectuels africains et ont décidé de rendre accessibles aux lecteurs de langue allemande plusieurs de ces essais. Ils ont choisi des textes «qui avaient réagi par une critique particulièrement fondée et réfléchie à l'ethnocentrisme grandiloquent du discours de Sarkozy». En 2010, *Peter Cichon, Reinhart Hosch* et *Fritz Peter Kirsch* ont publié le recueil[24] «*Der undankbare Kontinent? Afrikanische Antworten auf europäische Bevormundung, [Le continent ingrat? Réponses africaines au paternalisme européen]*.

Des intellectuels européens font ainsi preuve d'une responsabilité que tout intellectuel devrait avoir envers ses semblables dans son propre pays et dans le monde entier: exposer les résultats scientifiques de façon compréhensible pour tout le monde et agir ainsi dans l'intérêt du bien commun. Les éditeurs parlent dans ce contexte du «devoir de la sincérité intellectuelle». Cette éthique est la base indispensable de toute formation. En rendant accessibles ces recherches africaines, les éditeurs participent au réseau international de l'opposition à la mondialisation sous toutes ses formes et nuances dans les pays du Sud et du Nord. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Les pays du Sud observent ce que les puissants du Nord font, et ne se contentent pas de ce qu'ils disent

hhg. A Dakar, *Sarkozy* faisait la leçon à son audience: «Il a pris (le colonisateur) mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir.»

De telles paroles peuvent fasciner et convaincre des auditeurs européens ou américains. Pour les auditeurs en Afrique, en Amérique latine et en Asie est réveillé le souvenir de plus de 500 ans d'histoire coloniale. Nous citons à leur place *Aimé Césaire* (1955): «On me parle de progrès, de ‹réalisations›, de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemins de fer. Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme.»[25]

C'est avec grand soin que les scientifiques des pays du Sud ont rassemblé source après source leur histoire, l'ont passée en revue pour la faire surgir de la nuit de l'oubli et la présenter au monde. Les hommes en Europe et en Amérique doivent prendre connaissance de ces témoignages, en tirer des leçons pour l'avenir et agir. Les pillages néocoloniaux de la Yougoslavie, de l'Afghanistan, de l'Irak et de l'Afrique au nord et au sud du Sahara seront également gardés dans la mémoire de ces peuples. Si l'on ne commence pas à repenser cette situation, on demandera des comptes au premier et au deuxième monde au sujet de ces crimes contre l'humanité, car la Cour internationale ne pourra pas donner raison aux puissants jusqu'au jugement dernier.

Le chemin de l'Afrique vers l'avenir

«L'Afrique n'a pas besoin de ‹charité›. Ce dont elle a besoin, c'est qu'on la laisse définir sa propre vision de ce que doit être son développement ainsi que la voie et les moyens d'y arriver. […] L'Afrique ne doit plus accepter qu'on lui dicte des politiques contraires à ses intérêts. C'est un avertissement à *M. Sarkozy* et à l'Europe, que l'Afrique a cessé d'être ‹naïve›, qu'elle ne se laissera plus dicter ses choix par qui que ce soit, et qu'elle ne sera plus jamais la ‹proie des prédateurs› actuels et à venir! Il faut continuer dans cette voie. Les peuples et dirigeants africains doivent émanciper leurs mentalités, décoloniser leur esprit afin de retrouver leur dignité et leur fierté pour prendre en main avec détermination leur propre destinée. Il faut que les Africains se réapproprient le débat sur le développement de leur continent. Ils doivent refuser que d'autres parle nt en leur nom et dictent à l'Afrique ce qu'elle doit faire. Il faut abolir les structures héritées de la colonisation et mettre fin à l'ingérence des institutions financières internationales. Il faut détruire la mentalité de la dépendance étrangère et discréditer l'idée que c'est l'‹aide› extérieure qui va développer l'Afrique.»

Dembélé, p. 118 sq.

7 Elle a fait des recherches sur la question: «Quel système de pensée, quelle idéologie nourrit son attitude à l'égard de territoires anciennement exploités par son pays, la France?»

8 L'auteur de cet essai (p. 297–340), *Mwatha Musanji Ngalasso* est professeur de sociolinguistique et linguistique africaine à l'Université Michel Montaigne de Bordeaux 3.

9 L'auteure de cet essai (p. 509–524) est professeure agrégée de lettres. Elle était mariée avec l'écrivain *Mongo Beti,* décédé en 2001. Avec lui elle a créé et dirigé la revue *Peuples noirs – Peuples africains.*

10 *Jacques Foccart,* qui dirigea le Groupe de travail Afrique à l'Elysée, décrit comment de Gaulle se prononça en sa présence sur les présidents africains venant à l'Elysée. «Vous savez, cela suffit comme cela avec vos nègres. Vous me gagnez à la main, alors on ne voit plus qu'eux: il y a des nègres à l'Elysée tous les jours, vous me les faites recevoir, vous me les faites inviter à déjeuner. Je suis entouré de nègres, ici. […] Foutez-moi la paix avec vos nègres; je ne veux plus en voir d'ici deux mois, vous entendez? […] Ce n'est pas tellement en raison du temps que cela me prend, bien que ce soit déjà fort ennuyeux, mais cela fait très mauvais effet à l'extérieur: on ne voit que des nègres, tous les jours, à l'Elysée.»

11 Tobner constate que Chirac a, «pendant ses douze années de présidence, chaudement félicité tous les vainqueurs d'élections truquées en Afrique».

12 *Demba Moussa Dembélé* a fait ses études universitaires en France et aux Etats-Unis. Il est économiste de formation, spécialisé en économie et finance internationales. Il a travaillé notamment au ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal et comme chercheur associé à l'Institut de finance internationale à Washington. Il a collaboré avec des ONG sénégalaises et africaines sur l'impact des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et de la mondialisation sur le développement de l'Afrique. Le titre de son essai est «Méconnaissance ou provocation délibérée?» (p. 87–122)

13 Frantz Fanon, *Die Verdammten dieser Erde.* Frankfurt am Main, 1967. (*Les Damnés de la Terre)*

14 Dembélé attire l'attention sur le fait que «le conservateur de la Maison des esclaves de Gorée (Sénégal) qualifie (cette tragédie) à juste titre de ‹plus grand génocide de l'Histoire›». L'historien *Cheikh Anta Diop* part de l'hypothèse que l'Afrique a perdu plusieurs dizaines de millions d'hommes par l'esclavagisme. Cheikh Anta Diop (1987), *L'Afrique noire précoloniale,* Paris, Présence africaine. Les conséquences économiques et sociales pour l'Afrique se font sentir encore aujourd'hui. Diop-Maes, Marie-Louise (2007), Mémoire de la traite négrière. Conséquences sur l'Afrique. Supplément du Monde diplomatique, novembre 2007.

15 Les pays de l'OCED «dépensent plus d'un milliard de dollars sous forme de subventions agricoles par jour. Les dépenses annuelles au titre de ces subventions sont plus de six fois supérieures à l'‹aide› accordée aux pays du Sud.» – selon Dembélé.

16 C'est ainsi «que la plupart des dettes contractées par les pays africains étaient liées à des achats des produits et services des pays prêteurs à des prix supérieurs aux prix du marché. […] En outre, une bonne partie des prêts étaient assortis de taux d'intérêt exorbitants.» – d'après Dembélé.

17 En 2004, le rapport de la Cnuced constate: «La dette extérieure de l'Afrique a sensiblement augmenté entre 1970 et 1999 […]. L'endettement extérieur total a ensuite considérablement augmenté pendant les ajustements structurels des années 1980 et au début des années 1990, atteignant un sommet de près de 340 milliards de dollars en 1995 […].»

18 «Entre 1980 et 2002, l'Afrique subsaharienne avait payé plus de 250 milliards de dollars sous forme de service cumulé de la dette, soit environ quatre fois le montant de la dette de 1980.» – ainsi Dembélé.

19 *E. H. Ibrahima Sall* a fait des études à Paris et aux Etats-Unis. Il a travaillé dans la Société Financière Internationale du groupe de la Banque mondiale, Programme des Nations Unies pour le développement, consultant auprès de l'OCDE à Paris. Il a été ministre du Plan et de la Coopération de la République du Sénégal. Il occupe actuellement les fonctions de président de l'Université Polytechnique de L'Ouest Africain. Son essai est intitulé: «Les archipels des faux-semblants (p. 455–469).

20 *Mahamadou Siribié* a fait des études de sciences politiques à l'Université de Nice. Depuis 2008 il est conseiller municipal de Grasse, Département des Alpes-Maritimes. Son essai porte le titre: «Violence symbolique d'un discours crépusculaire». (p. 471–497)

Thomas Sankara[26] dans son discours de 1987 lors du sommet de l'ancienne Organisation pour l'unité africaine (OUA):

«*La dette sous sa forme actuelle est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers, faisant en sorte que chacun de nous devienne esclave financier, c'est-à-dire esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer les fonds chez nous avec l'obligation de les rembourser.*»

21 *Théophile Obenga* est professeur de langue ancienne égyptienne, de linguistique comparée et d'histoire culturelle ancienne. Il a enseigné dans plusieurs universités en Afrique et aux USA. Son essai est intitulé: «Africanismes eurocentristes: source majeure des maux en Afrique». (p. 383–409)

22 Ce point de vue donne aux Européens soi-disant supérieurs, soit les Blancs, le droit et le devoir de civiliser, de tenir sous tutelle et d'exploiter les soi-disant Noirs inférieurs. Sur cet arrière-fond ont été fabriquées, dans le premier et deuxième monde, des idées sur la culture et l'histoire africaines qui n'ont rien à voir avec la réalité. «Elles servaient le but de maintenir la tutelle, de dominer et d'exploiter» dit Obenga.

23 *Djibril Tamsir Niane* est historien et écrivain, membre du Comité scientifique international pour la rédaction de l'histoire générale de l'Afrique (Unesco) et membre du Comité scientifique international de «Route de l'Esclave» (projet Unesco). Son essai est intitulé: «L'homme noir culpabilisé». (p. 357–382)

24 La présente publication fut soutenue par le Département culturel de la ville de Vienne, par le doyen de la faculté des lettres de l'Université de Vienne et par l'institut de romanistique de l'Université de Vienne. *M. Gerald Hödl* de l'Institut des sciences africaines de l'Université de Vienne a apporté son aide rédactionnelle.

25 Césaire Aimé, *Über den Kolonialismus* (*Discours sur le colonialisme)*, Berlin 1955. (*www.archive.org/details/DiscoursSurLeColonialisme)*

26 Cité d'après: L'Afrique répond à Sarkozy, p. 485

Ci-dessous, nous vous indiquons tous les auteurs et les titres de l'ouvrage «L'Afrique répond à Sarkozy – Contre le discours de Dakar».

Makhily Gassama, *Le piège infernal*
Zohra Bouchentouf-Siagh, *Duplicité et trafic de l'histoire*
Dema Moussa Dembélé, *Méconnaissance ou provocation délibérée?*
Mamoussé Diagne, *L'ignorance n'excuse pas tout*
Souleymane Bachir Diagne, *La faute à Hegel*
Boubacar Boris Diop, *Françafrique: Le roi est nul*
Babacar Diop Buuba, *Eclairage sur un patchwork*
Dialo Diop, *Un nouvel impair de Thabo Mbeki*
Koulsy Lamko, *Valse à temps variable de Sarkozy à Dakar*
Gourmo Abdoul Lô, *L'insoutenable légèreté d'un «ami franc et sincère»*
Louise-Marie Maes Diop, *Des propos sidérants sur l'Afrique*
Kettly Mars, *Résonances outre-atlantiques*
Mwatha Musanji Ngalasso, *Je suis venu vous dire ... Anatomie d'un discours néocolonial en langue de caoutchouc*
Patrice Nganang, *Lettre au benjamin*
Djibril Tamsir Niane, *L'homme noir culpabilisé*
Théophile Obenga, *Africanismes eurocentristes: source majeure des maux en Afrique*
Raharimanana, *Le silence français*
Bamba Sakho, *Entre ruse et archaïsme*
E.H. Ibrahima Sall, *Les archipels des faux-semblants*
Mahamadou Siribié, *Violence symbolique d'un discours crépusculaire*
Adama Sow Diéye, *Consternation*
Odile Tobner, *La vision de l'Afrique chez les présidents de la Cinquième République française*
Lye M. Yoka, *Francophonie: L'alibi et le doute*